

COURRIER

de l'Institut du Bosphore

No: 67 – Octobre 2015



ANALYSE DE LA PRESSE

Octobre 2015

1. A la une : la visite de la chancelière allemande en Turquie
2. Dossier du mois : la Turquie frappée par l'attentat le plus meurtrier de son histoire
3. Turquie
4. International
5. Union Européenne
6. Economie



redefining / standards

MECENE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33 rue Galilée 75116 Paris T +33 1 44 43 52 54

info@institut-bosphore.org • www.institut-bosphore.org

1. A la une : la visite de la chancelière allemande en Turquie

La chancelière allemande Angela Merkel s'est entretenue avec le Premier ministre Ahmet Davutoglu et le Président de la République Recep Tayyip Erdogan dimanche 18 octobre à Istanbul.

« Elle s'y trouvait pour une courte visite, trois jours après l'adoption par un sommet de l'Union européenne d'un "plan d'action" pour amener la Turquie à agir en amont sur le flux de migrants fuyant notamment la guerre en Syrie, en les gardant sur son territoire. » (*Le Monde, AFP, 18/10/2015*)

« La Turquie formule quatre demandes : l'octroi de 3 milliards d'euros pour l'accueil des réfugiés, une exemption de visas pour les citoyens turcs voulant voyager en Europe, la reprise des négociations d'adhésion à l'UE, et la participation turque aux sommets européens. La question de l'inscription sur la liste des "pays d'origine sûre" reste également en discussion, Berlin se montrant désormais favorable à cette évolution, refusée par d'autres capitales. "L'Allemagne est prête à soutenir ces quatre points", a déclaré la chancelière à l'occasion de sa conférence de presse commune avec M. Davutoglu. » (*Le Monde, Frédéric Lemaître, Marie Jégo, Cécile Ducourtieux, Jean-Pierre Stroobants, 20/10/2015*)



« Ahmet Davutoglu s'est réjoui de la "meilleure approche" de l'Union européenne, en évoquant un "progrès" en matière de "partage du fardeau" (des réfugiés) et en saluant la possibilité d'une aide financière de 3 milliards d'euros. » (*Le Figaro, Delphine Minoui, 19/10/2015*) « La Turquie est prête à coopérer avec l'Allemagne dans la lutte contre l'immigration illégale mais la crise migratoire actuelle en Europe ne pourra être résolue sans un règlement du conflit en Syrie, [a-t-il dit]. (...) Si l'on veut réduire le flot de migrants vers l'Union, le Premier ministre turc a réaffirmé la nécessité, selon lui, d'instaurer une "zone de sécurité" dans le nord de la Syrie, une idée que son pays défend depuis plusieurs mois. Il a dit craindre de nouvelles arrivées de réfugiés en Turquie en raison de l'intensification des combats autour de la ville d'Alep et des bombardements de l'aviation russe qui appuie les forces gouvernementales syriennes. » (*Challenges, Reuters, 18/10/2015*)

Il a dit craindre de nouvelles arrivées de réfugiés en Turquie en raison de l'intensification des combats autour de la ville d'Alep et des bombardements de l'aviation russe qui appuie les forces gouvernementales syriennes. » (*Challenges, Reuters, 18/10/2015*)

« Porteuse d'un message européen, Angela Merkel a réitéré l'appel à renforcer la surveillance aux frontières et le contrôle des réseaux de passeurs, en particulier la filière maritime. (...) Elle a également insisté sur la nécessité "de scolariser les enfants (syriens), d'intégrer les réfugiés au marché du travail et de leur garantir une sécurité sociale" » (*Le Figaro, Delphine Minoui, 19/10/2015*)

Davutoglu a également souligné la nécessité « d'une collaboration européenne dans son combat contre les rebelles kurdes du PKK, avec lesquels les affrontements ont récemment repris. "Aujourd'hui, la Turquie fait face à Daech, au PKK et à d'autres organisations. Nous devons collaborer sur les questions terroristes", a-t-il dit. » (*Le Figaro, Delphine Minoui, 19/10/2015*)

Après son entretien avec le Président de la République Erdoğan, « Angela Merkel a affirmé que l'UE et la Turquie allaient pouvoir "donner du dynamisme" au processus de candidature de la Turquie à l'entrée dans l'UE. » (*Libération, AFP, 18/10/2015*) « Mme Merkel a précisé (...) que son pays était prêt à ouvrir le chapitre 17 et à "préparer l'ouverture des chapitres 23 et 24" des négociations d'adhésion. Ils concernent respectivement la politique économique et monétaire et les questions relatives à la liberté, la justice et la sécurité. » (*Le Monde, Frédéric Lemaître, Marie Jégo, Cécile Ducourtieux, Jean-Pierre Stroobants, 20/10/2015*)

« Les deux parties pourront aussi travailler à la libéralisation du système de visas pour les Turcs souhaitant se rendre dans la zone Schengen de libre-circulation, selon [Merkel]. "Les discussions en ce sens sont très prometteuses et seront poursuivies", a-t-elle indiqué. (*Libération, AFP, 18/10/2015*) « Merkel a promis qu'une exemption, pour les étudiants et les hommes d'affaires surtout, pourrait entrer en vigueur dès juillet 2016 au lieu de 2017. En contrepartie, Ankara devrait réadmettre sur son territoire les déboutés du droit d'asile, entrés dans l'UE par son territoire. » (*Le Monde, Frédéric Lemaître, Marie Jégo, Cécile Ducourtieux, Jean-Pierre Stroobants, 20/10/2015*)

Critiques concernant la visite de la chancelière allemande

Le voyage de la chancelière allemande dans un contexte électoral particulièrement tendu était critiqué en Turquie mais aussi en Allemagne et dans d'autres pays de l'UE.

« A moins de deux semaines des législatives du 1er novembre, une partie de l'opposition turque s'est insurgée contre la visite de la chancelière, y voyant un geste de soutien à M. Erdogan et à son Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur). Cent intellectuels lui ont adressé une lettre ouverte : " L'UE devrait promouvoir les valeurs européennes, or MM. Erdogan et Davutoglu ne font que les bafouer." » (*Le Monde, Frédéric Lemaître, Marie Jégo, Cécile Ducourtieux, Jean-Pierre Stroobants, 20/10/2015*)

« Il lui est reproché d'avoir rencontré les dirigeants turcs mais pas l'opposition et d'avoir, de facto, fait campagne en faveur du pouvoir. "La familiarité de Merkel avec le despote Erdogan est une déclaration de faillite morale", juge Sarah Wagenknecht, coprésidente de Die Linke (gauche radicale), au Bundestag. "Elle n'a pas d'autre choix que de négocier avec Erdogan (...). Même si, juste avant l'élection, le moment est malheureux", résume le député européen Elmar Brok (CDU-PPE). » (*Le Monde, Frédéric Lemaître, Marie Jégo, Cécile Ducourtieux, Jean-Pierre Stroobants, 20/10/2015*)

« Ce malaise est aussi partagé à Bruxelles, où certains dirigeants conviennent qu'ils flirtent avec le cynisme en appliquant une "realpolitik" qui a pour seul but d'endiguer les vagues de migrants. Et des Etats, Grèce et Chypre en tête, ont très peur que M. Erdogan profite de la faiblesse des Vingt-Huit pour obtenir un statut de partenaire privilégié et bénéficiaire de concessions taillées sur mesure. » (*Le Monde, Frédéric Lemaître, Marie Jégo, Cécile Ducourtieux, Jean-Pierre Stroobants, 20/10/2015*)

« De toute évidence, la crise des migrants est ingérable sans une collaboration très étroite instaurée entre l'UE et la Turquie. (...) Recep Tayyip Erdogan, engagé dans une bataille électorale sous haute tension, essaie d'arracher le maximum de concessions tant que l'Europe est en situation de demande, ce qui prend l'allure d'un catalogue de bazar » explique Christian Makarian. (*L'Express.fr, 20/10/2015*)

Interrogé par François Fillon lors de la séance des questions à l'Assemblée le 20 octobre, le Premier ministre Manuel Valls s'est exprimé au sujet de l'adhésion de la Turquie à l'UE. « "La question de l'adhésion turque reste une perspective de long terme qui devra, le moment venu, être approuvée par le peuple français. Donc, il ne peut y avoir aucun marchandage, aucun chantage, mais la nécessité d'une aide à la Turquie" pour faire face à l'afflux des réfugiés fuyant le conflit syrien. » (*Libération, AFP, 20/10/2015*)

Selon le chroniqueur Renaud Girard, « Erdogan et Davutoglu sont des stratèges. Ils voient loin. Ils se sont aperçus que l'Union européenne était actuellement un grand hôtel mal géré, dont on pouvait abuser sans difficulté. Ils en profitent. » (*Le Figaro, 20/10/2015*)

« Ankara qui ne veut pas paraître se contenter d'une adhésion de seconde zone et nous prend au piège de nos propres engagements passés. Il faudra bien sortir un jour de ces ambiguïtés et de cette navigation à vue! » écrit dans sa tribune Arnaud Danjean, député européen (Les Républicains) et conseiller régional de Bourgogne. (*Le Figaro, 21/10/2015*)

2. Dossier du mois : la Turquie frappée par l'attentat le plus meurtrier de son histoire

Le 10 octobre, la Turquie a été frappée par l'attentat le plus meurtrier de son histoire. Un double attentat-suicide a fait 102 morts et plus de 500 blessés lors d'un rassemblement pour la paix à l'appel de plusieurs syndicats, d'ONG et partis de gauche sur l'esplanade de la gare centrale d'Ankara. La Turquie a décrété un deuil national de trois jours.

L'attentat serait l'œuvre des djihadistes

« Des responsables à Ankara ont dit centrer leurs recherches autour de la "cellule d'Adiyaman", du nom de la province d'Adiyaman, dans le sud-est de la Turquie, soupçonnée d'avoir été derrière l'attentat du 20 juillet dernier qui a fait 34 morts à Suruç, près de la frontière syrienne. » (*L'Obs, Reuters, 13/10/2015*)

L'un des deux auteurs de l'attentat a été identifié par les enquêteurs comme étant Yunus Emre Alagöz, un jeune originaire d'Adiyaman et le frère de l'homme soupçonné de l'attentat de Suruç. » (*LePoint.fr, Quentin Raverdy, 14/10/2015*)

« Des députés du CHP (social-démocrate, principale formation de l'opposition), Eren Erdem, Veli Agababa et Ali Seker, ont aussi rendu public un rapport sur l'enquête qu'ils ont mené à Adiyaman. "Les jihadistes étrangers arrivent en général en Turquie aux aéroports d'Istanbul, d'Ankara et d'Antalya. Ils y sont accueillis par les membres de l'EI, sont envoyés dans la zone frontalière turco-syrienne, traversent relativement facilement la frontière et sont pris en charge de l'autre côté par l'EI, qui vérifie s'ils sont de vrais volontaires ou de possibles agents infiltrés", expliquent les députés dans leur rapport, affirmant que "quand ils sont blessés ils sont renvoyés en Turquie avec des cartes d'identités syriennes. Et ils sont soignés dans les hôpitaux privés des districts et des villes turcs." » (*Libération, Ragip Duran, 19/10/2015*)

« Quatre personnes ont été inculpées et écrouées par la justice dimanche 18 octobre au soir. Les suspects, dont l'identité n'a pas été révélée, sont notamment poursuivis pour "fabrication d'engins explosifs dans l'intention de tuer" et "tentative de renversement de l'ordre constitutionnel", a précisé une agence de presse turque. » (*Le Monde.fr, AFP, 19/10/2015*)

« Deux semaines et demie après l'attaque (...), le bureau du procureur général d'Ankara chargé de l'enquête a affirmé [le 28 octobre] détenir des "preuves sérieuses" qu'elle avait été réalisée par une cellule jihadiste turque [établie à Gaziantep, près de la frontière syrienne] sur ordre direct du quartier général de l'EI en Syrie. (...) La cellule turque s'était vu intimer l'ordre d'"attaquer des cibles du PKK (...) et antiDaech en Turquie" avec l'objectif de "repousser les élections législatives du 1er novembre", selon les magistrats.» (*L'Humanité.fr, AFP, 28/10/2015*) Selon le communiqué du parquet, la cellule en question « cherchait à faire porter la responsabilité du double attentat d'Ankara (...) aux autorités turques et de légitimer les actes [du PKK]. » (*Reuters, 28/10/2015*)

« Ankara a pris des mesures, notamment en fermant la frontière, bloquant les volontaires et les trafics de pétrole qui alimentent l'EI. Mais elle est désormais une cible pour l'organisation jihadiste, qui peut compter sur des cellules dormantes en Turquie même, aussi bien dans l'Ouest que dans l'Est, à majorité kurde, où des groupes islamistes radicaux combattent de longue date le PKK. Les spécialistes estiment qu'il peut y avoir encore environ 2 000 militants de l'EI en Turquie. » (*Libération, Ragip Duran, 12/10/2015*)

Une faille du renseignement ou de sécurité?

Le kamikaze identifié figurait « sur la liste des 21 personnes suspectées par la sécurité turque de vouloir commettre un attentat-suicide prochainement sur le sol de la République. Mais connaître [son] identité ne suffisait pas, a estimé lundi [13 octobre] le Premier ministre Ahmet Davutoglu, qui rappelle que, dans un

"État de droit" comme la Turquie, "nous ne sommes pas autorisés à les arrêter avant qu'ils ne passent à l'acte".» (*LePoint.fr, Quentin Raverdy, 14/10/2015*)

Le Président de la République Recep Tayyip Erdoğan s'est exprimé devant la presse trois jours après l'attentat, mardi 13 octobre. Il a admis « de probables "fautes" du pouvoir dans l'attentat suicide (...). Il a également annoncé avoir ordonné une enquête spéciale sur d'éventuels dysfonctionnements au sein de l'Etat. » (*Le Monde.fr, AFP, 13/10/2015*) Bien que le ministre de l'Intérieur, Selami Altinok, avait déclaré au lendemain de l'attentat devant les caméras « qu'il ne "[démissionnerait] pas car il n'y avait ni carence de renseignements ni défaillance de sécurité" (...) le ministère a annoncé [le 13 octobre] que le préfet de police et les directeurs du département de renseignements et de la sécurité avaient été limogés, "pour la bonne conduite des investigations en cours". (*Libération.fr, Ragip Duran, 14/10/2015*)

Manifestations en Turquie et en France

« A l'appel des mouvements qui avaient convoqué la "marche pour la paix" frappée par l'attentat, plus de 10 000 manifestants se sont rassemblés dimanche [11 octobre] sur une place d'Ankara proche du site de l'attentat (...).» (*LeParisien.fr, 12/10/2015*) « Mardi matin [13 octobre], la police a violemment dispersé un rassemblement en hommage aux victimes dans le district stambouliote de Kadıköy et arrêté quatre manifestants, a rapporté la chaîne CNN-Türk. Les forces de l'ordre sont également intervenues contre des manifestants dans le centre-ville d'Ankara, a constaté un photographe de l'AFP. » (*Le Parisien.fr, AFP, 13/10/2015*)

« A Paris, environ 3000 personnes, kurdes en majorité, ont manifesté dimanche [11 octobre] dans le centre de Paris, entre la place de la République et Châtelet. » D'autres manifestations ont été organisées à Bordeaux, Toulouse, Marseille, Strasbourg et Rennes. (*LeParisien.fr, 12/10/2015*)

L'absence de revendication suscite de nombreuses questions

« En l'absence de revendication, cette attaque (...) suscite de nombreuses questions. » (*20Minutes.fr, 12/10/2015*) « Les autorités turques ont présenté le groupe jihadiste Etat islamique (EI) comme le "suspect numéro 1" de ce double attentat. » (*Le Figaro, AFP, 19/10/2015*) « Tout en privilégiant la piste du groupe EI, [le Premier ministre Ahmet] Davutoglu n'a toutefois pas exclu l'hypothèse d'une attaque des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ou du Parti/Front révolutionnaire de libération du peuple (DHKP-C) d'extrême gauche, qu'il a présentés comme des "suspects potentiels". » (*Libération.fr, AFP, 12/10/2015*) De même, le Président de la République Erdogan a estimé un "acte terroriste collectif". « "Dans cette affaire, il y a Daech (acronyme arabe de l'EI), il y a le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), il y a les "moukhabarat" (services de renseignement syriens), il y a le PYD (Parti de l'union démocratique kurde, proche du PKK)", a déclaré M. Erdogan lors d'un discours à Ankara. » (*Libération, AFP, 22/10/2015*)

La journaliste Ariane Bonzon souligne que l'EI peut vouloir frapper en Turquie pour deux raisons. « [Il] veut se venger de la défaite que le mouvement armé kurde (...) lui a infligée fin 2014 à Kobané. Et seconde raison: [il] peut vouloir mener des représailles contre le gouvernement turc de l'AKP (...) après qu'Ankara a procédé à partir de fin juillet à un revirement important à son égard. » (*Slate.fr, 12/10/2015*) « Il pouvait aussi en vouloir au gouvernement turc qui vient d'ouvrir ses bases aériennes à la coalition internationale et de durcir le contrôle de ses frontières, ce qui peut gêner les trafics de Dae'ch et le flux de ses volontaires étrangers » souligne Frédéric Pons. (*Valeurs Actuelles, 15/10/2015*)

« L'EI ne l'a toujours pas revendiqué » souligne Ragip Duran, correspondant de la Libération. Selon lui, « cela pourrait vouloir dire que ces jeunes jihadistes kurdes ont agi de leur propre initiative, s'acharnant contre la gauche turque et les nationalistes kurdes du HDP (Parti démocratique du peuple) qui sont de longue date la cible de l'islamisme kurde. Dans les années 90, le mouvement Hezbollah – rien à voir avec son homonyme chiite libanais – avait mené nombre d'assassinats avec la complicité active des services turcs. On pourrait imaginer que de telles manipulations existent à nouveau de la part de ce que les Turcs appellent "l'Etat profond", structures occultes où se retrouvent barbouzes mafieux et représentants de l'Etat. Mais il est aussi évident que Recep Tayyip Erdogan sort politiquement affaibli du

carnage d'Ankara. D'où l'hypothèse que l'éventuelle manipulation des terroristes ait pu être le fait de l'Iran ou du régime d'Assad, contre lesquels Erdogan est engagé à fond. Ou même qu'il puisse s'agir de secteurs de l'Etat profond hostiles à l'homme fort d'Ankara. » (*Libération.fr, Ragip Duran, 14/10/2015*)

Cependant, « l'hypothèse selon laquelle le PKK serait impliqué dans l'attentat d'Ankara est balayée par la plupart des experts. Ils jugent peu vraisemblables que le mouvement kurde ait visé des partisans de sa cause et relèvent des similitudes avec l'attentat commis le 20 juillet dernier à Suruç, près de la Syrie, attribué par Ankara aux jihadistes. » (*Le Point, AFP, 15/10/2015*) Selon Dorothee Schmid, chercheuse et directrice du programme Turquie contemporaine à l'Institut français des relations internationales (IFRI), « l'idée que le PKK serait responsable de l'attaque n'est pas rationnelle. On voit mal le parti sacrifier une centaine de Kurdes et de sympathisants de gauche simplement pour semer le chaos. Et l'extrême gauche, qui agit en général à petite échelle, n'a sans doute pas les moyens de faire autant de victimes. » (*Le Monde.fr, Perrine Mouterde, 12/10/2015*)

Le Président de la République Erdoğan est cible des critiques

L'affaire « a suscité un nouveau vent de fronde contre le président Recep Tayyip Erdogan à la veille des législatives. (...) [Il] est à nouveau sous le feu des critiques de ses adversaires, notamment de l'opposition prokurde qui pointe du doigt ses responsabilités dans l'attentat. » (*Le Parisien.fr, AFP, 14/10/2015*)

Le chef de file du Parti démocratique des peuples (HDP), Selahattin Demirtas a violemment mis en cause la responsabilité du président Erdogan dans l'attaque « l'accusant d'être à la tête d'un "Etat tueur en série". » (*Libération.fr, AFP, 13/10/2015*) Demirtas, lui reproche d'avoir délibérément négligé la sécurité des [manifestants]. (...) Il a également accusé le régime de M. Erdogan d'entretenir des liens avec les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) (...). Lors d'un entretien accordé lundi soir [12 octobre] à la chaîne d'information CNN-Türk, M. Demirtas a estimé que "l'Etat Islamique ne peut avoir commis un tel attentat sans un soutien de l'Etat turc". » (*Le Parisien.fr, AFP, 13/10/2015*)

« Comme le relève Aaron Stein, analyste à l'Atlantic Council, l'idée selon laquelle le pouvoir turc soutiendrait les jihadistes contre les combattants kurdes de Turquie ou de Syrie est "largement partagée" dans les troupes du HDP. "Demirtas a répété des accusations qui ont conduit beaucoup à penser qu'un attentat du type de ceux menés par l'EI pouvait être lié à l'AKP", explique M. Stein, "ce n'est certainement pas vrai mais cela peut expliquer leur colère". » (*Libération.fr, AFP, 13/10/2015*)

« "Il existe des mouvances radicales prêtes à passer à des actions politiques violentes, notamment chez les militants de l'AKP, rappelle Dorothee Schmid, chercheuse à l'Institut français des relations internationales (Ifri). Certains observateurs notent que les attentats ont eu lieu dans une zone d'Ankara où se trouvent le siège d'institutions importantes, dont le MIT [les services secrets turcs]. La question de la capacité du gouvernement actuel à préserver la sécurité des citoyens de Turquie est à tout le moins posée." » (*Le Journal du Dimanche, Camille Neveux, 11/10/2015*)

« Au-delà des accusations claires des partis pro-kurdes, les experts mettent en relief le manque de sécurisation de la manifestation. "Il n'y ait pas de fouilles à l'endroit où la manifestation avait lieu" a notamment expliqué samedi le professeur de sciences politiques à l'université d'Istanbul Cengiz Aktar au micro de BFM TV. Egalement interrogé par la chaîne d'information en continu, le journaliste Alain Gresh a estimé de son côté que le régime d'Erdogan "ne fait rien pour contrôler le déchaînement des forces anti-kurdes ultra-nationalistes". Sur RTL, Samim Akgonul est catégorique: "Tous les indices montrent qu'il y a une implication de l'Etat même, martèle le chercheur au CNRS. Il serait impossible de faire un tel attentat sans qu'il n'y ait une implication directe ou indirecte de l'Etat profond en Turquie". » (*L'Express.fr, Julie Thoin-Bousquié, 11/10/2015*)

« Pour l'universitaire turc Ahmet Insel, le président Erdogan "a créé les conditions pour que le parti prokurde soit visé". Mais il rappelle qu'"il n'y a aucune preuve que le pouvoir ait organisé ou même favorisé un tel attentat"». (*Libération.fr, Marc Semo, 11/10/2015*)

Didier Billion, spécialiste de la Turquie et directeur adjoint de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), exclut également l'hypothèse d'une implication du pouvoir bien qu'il « constate que l'attentat s'inscrit dans un contexte de tension instauré par le président Erdoğan. » Selon lui « s'il y a une implication de l'état, il faut la chercher dans ce que l'on appelle en Turquie l'état profond. Cet "état dans l'état" est composé de cellules clandestines qui existent depuis la guerre froide. Elles ont pu organiser des tensions au sein de l'appareil d'état. Mais ce n'est pas le président qui contrôle l'Etat profond. » (*LaTribune.fr, Sarah Belhadi, 12/10/2015*)

Selon Jean Marcou, chercheur à Sciences Po Grenoble et spécialiste de la Turquie, « concernant une éventuelle implication des services secrets turcs dans la commission de l'attentat, il existe des cellules dormantes capables d'être instrumentalisées par ces services pour participer à des actions de l'ombre, voire échappant parfois au contrôle de ces services. Cela s'est déjà vu par le passé. Mais l'ampleur de l'attentat, ses conséquences incertaines, le fait qu'il se soit déroulé à Ankara, au cœur de l'Etat, sont autant d'éléments qui rendent ce scénario peu probable. L'attentat met surtout Erdogan face aux conséquences de sa politique extérieure. Il renvoie à des questions gênantes pour le pouvoir central turc: sa politique en Syrie et ses relations avec les djihadistes. » (*L'Obs, Lucas Burel, 12/10/2015*)

« La Turquie actuelle n'est plus celle d'il y a cinq ans. Sa paix intérieure est menacée par l'obsession antikurde d'Erdogan » commente Renaud Girard dans sa chronique. (*Le Figaro, 13/10/2015*)

Les réactions de la presse

« Quelques heures après la double explosion, une circulaire signée du vice-premier ministre, Yalçın Akdoğan, était envoyée au conseil supérieur de l'audiovisuel (RTÜK), interdisant aux radios et aux télévisions de couvrir l'attentat, sans que personne en tienne compte. » (*Le Monde.fr, AFP, 13/10/2015*)

« Le gouvernement a imposé le black-out sur les informations concernant l'attentat d'Ankara. Mais plusieurs journaux, comme Radikal (centre gauche) ou Cumhuriyet, ainsi que le site d'information indépendant Dikmen, bravent cette interdiction et publient des témoignages accablant sur l'attitude de la police, des responsables de la sécurité et des services de renseignement (MIT). » (*Libération, Ragıp Duran, 19/10/2015*) Par ailleurs, « les utilisateurs de Twitter et Facebook en Turquie ont noté un fort ralentissement de ces deux réseaux sociaux. » (*Lepetitjournal.com/istanbul, Nolwenn Brossier, 14/10/2015*)

Après l'attentat d'Ankara, « la presse française pointe du doigt » le président Recep Tayyip Erdoğan. « Le plus virulent est Patrick Apel-Muller qui affirme dans le quotidien communiste l'Humanité que "le président turc a choisi de mener campagne dans le sang" car "pour cet islamiste, la stratégie de la peur semble le seul moyen d'empêcher les électeurs de le désavouer une seconde fois." (...) "Erdogan alimente tous les soupçons. Toutes les colères", analyse, pour La Montagne, Bruno Mège ce qui fait que "cette théorie complotiste se répand comme une traînée de poudre", assure Philippe Palat (*Le Midi Libre*). Dans *Libération*, Marc Semo estime aussi qu'"Erdogan mise sur une stratégie de la tension" mais que "cette politique mène le pays dans une impasse totale". "Un basculement de la Turquie dans la violence aura un effet dévastateur bien au-delà du pays", ajoute Libé et "c'est aussi pour cela que l'enjeu des élections est crucial pour toute l'Europe". A cet égard, Carole Bouillé souligne dans l'Union que "la situation est explosive ... dans ce pays où certaines régions ne sont plus très loin de la guerre civile". D'autant, ajoute Olivier Pirot (*La Nouvelle République du Centre-ouest*), qu'"avec cette montée continue de la tension et des violences, c'est aussi une solution de paix durable avec les Kurdes qui s'éloigne de plus en plus." " La manœuvre d'Erdogan, explique Pierre Fréhel (*Le Républicain lorrain*) a consisté à profiter de la guerre pour se débarrasser de toute opposition. Son pari n'est pas gagné. A moins qu'il ne liquide aussi les élections prévues." Dans *Sud-Ouest*, Bruno Dive, remarque que "personne ne peut souhaiter la déstabilisation de la Turquie dans une région déjà si tourmentée". Mais il faut espérer que celle-ci retrouve au plus vite le chemin de la démocratie", ajoute-t-il. » (*Le Point.fr, AFP, 12/10/2015*)

Soutien de la communauté internationale

« "Le peuple turc et toutes les forces politiques doivent rester unis face aux terroristes et contre tous ceux qui tentent de déstabiliser le pays, qui fait face à de nombreuses menaces", a déclaré [la chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini] dans un communiqué commun avec le commissaire à l'Élargissement de l'UE, Johannes Hahn. Le secrétaire général de l'Otan, dont la Turquie est membre, Jens Stoltenberg, a également condamné "l'attaque terroriste". "Il ne peut y avoir aucune justification à cette horrible attaque contre des gens qui manifestaient pour la paix", a-t-il dit. » (*Libération.fr, AFP, 10/10/2015*) « Le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Thorbjorn Jagland, a dénoncé "une attaque implacable et barbare contre des manifestants pacifiques". "La liberté de rassemblement et la liberté d'expression sont des piliers fondamentaux de la démocratie", ajoute-t-il. » (*Mediapart, Reuters, 10/10/2015*)

« Les États-Unis ont condamné le double attentat. "À la lumière de la violence à l'œuvre en Turquie et dans la région, il est particulièrement important à ce stade que tous les citoyens turcs s'engagent à nouveau pour la paix et soient solidaires contre la terreur", a déclaré le département d'État. "Nous sommes solidaires aux côtés du peuple turc et réaffirmons notre détermination à continuer à travailler avec la Turquie pour combattre la menace partagée du terrorisme." » (*Mediapart, Reuters, 10/10/2015*) « Le président français François Hollande a lui aussi condamné "l'odieux attentat terroriste" d'Ankara et "adressé toutes ses condoléances au peuple turc". A Berlin, le ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier a dénoncé une "attaque terroriste brutale contre des manifestants pacifiques". "Il s'agit manifestement pour les auteurs (de l'attentat) de créer un climat de peur et d'intimidation avant les élections (...) Cela ne doit pas réussir", a-t-il affirmé. » (*Libération.fr, AFP, 10/10/2015*) « La Russie a proposé (...) son aide à la Turquie dans le domaine de la lutte antiterroriste, après l'attentat (...). "Nous sommes prêts à coopérer et à nous impliquer très étroitement avec les autorités turques dans la lutte contre la menace terroriste", a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.» (*Boursorama.com, Reuters, 15/10/2015*)

3. Turquie

« Le Turc Aziz Sancar obtient le Prix Nobel de Chimie »

« Le prix Nobel de chimie 2015 a été attribué mercredi 7 octobre à Tomas Lindahl, Paul Modrich et Aziz Sancar pour leur étude de la réparation de l'ADN. Ces chercheurs suédois, américain et turco-américain ont plus précisément été récompensés pour leurs travaux sur "la boîte à outils des cellules" qui leur ont permis d'étudier la réparation d'un ADN dégradé et de trouver ainsi des applications dans les traitements contre le cancer. » (*Le HuffPost, AFP, Maxime Bourdeau, 07/10/2015*)

« Aziz Sancar est né à Mardin dans le sud-est en Turquie, en 1946, à l'Université de Caroline du Nord. Il devient le deuxième turc de l'histoire à avoir obtenu le Prix Nobel après Orhan Pamuk, Prix Nobel de Littérature en 2006. » (*Reuters, 07/10/2015*)

La Turquie intensifie sa "guerre contre le terrorisme"

« Le gouvernement turc a intensifié sa "guerre contre le terrorisme" (...), en multipliant les coups de filet contre les militants jihadistes sur son territoire et en frappant les combattants kurdes en Syrie. » (*L'Obs, Libération, AFP, 27/10/2015*)

Suite au double attentat-suicide à Ankara le 10 octobre, le PKK avait annoncé « la suspension de ses opérations armées jusqu'aux élections du 1er novembre, sauf en cas de légitime défense. Quatre membres présumés de l'EI, présenté comme le "suspect numéro 1" par le Premier ministre Ahmet Davutoglu, ont depuis été inculpés et écroués. Le 18 octobre, six soldats et une vingtaine de rebelles kurdes sont tués dans de violents combats dans l'extrême sud-est et l'est de la Turquie. Le 26 octobre, à

moins d'une semaine des élections législatives, sept membres présumés de l'EI et deux policiers [ont été] tués lors d'une fusillade à Diyarbakir (sud-est), la plus sérieuse survenue sur le sol turc depuis qu'Ankara a rejoint la coalition antijihadiste. » (*Libération.fr, AFP, 26/10/2015*)

« M. Davutoglu a également confirmé lundi soir [26 octobre] que l'armée turque avait frappé "à deux reprises" récemment les positions des combattants kurdes de Syrie. "Nous avons prévenu que le PYD (Parti de l'union démocratique, Kurdes de Syrie) ne devait pas franchir (une limite) au-delà de l'ouest de l'Euphrate", a-t-il justifié. » (*L'Obs, Libération, AFP, 27/10/2015*) « L'aviation turque avait également mené début octobre, des raids aériens contre des positions du PKK dans l'est de la Turquie et le nord de l'Irak. » (*La figaro.fr, Le Parisien.fr, AFP, 04/10/2015*)

« Le président Recep Tayyip Erdogan a promis de continuer à lutter contre "toutes les organisations terroristes" qui menacent la Turquie, aussi bien l'EI que le PKK et les organisations d'extrême gauche.» (*Le Parisien.fr, AFP, 27/10/2015*)

« Avant les élections, le pouvoir turc veut démontrer qu'il ne baisse pas les bras contre les terroristes, c'est avant tout une démonstration de force", a commenté à l'AFP Serkan Demirtas, le chef de bureau du journal Hürriyet Daily News à Ankara. » (*L'Obs, Libération, AFP, 27/10/2015*)

Une mise sous tutelle controversée du groupe Koza-Ipek

« La justice turque a décidé lundi [26 octobre] de mettre sous tutelle la holding Koza-Ipek, accusée selon un procureur d'Ankara de "financer", "recruter" et "faire de la propagande" pour le compte de l'imam Fethullah Gülen, qui dirige des Etats-Unis un influent réseau d'ONG, médias et entreprises qualifié par les autorités d'"organisation terroriste". » (*Le Monde.fr, AFP, 28/10/2015*)

« Le patron du groupe Koza, Akin Ipek, actuellement à l'étranger, a catégoriquement nié mardi toute activité illégale et dénoncé des "mensonges". » (*L'Express, AFP, 27/10/2015*)

« La police turque a pris, mercredi 28 octobre, le contrôle de la régie des télévisions Bugün TV et Kanaltürk (...) propriété du groupe Koza-Ipek. (...) Les forces de l'ordre ont pénétré dans le siège des deux chaînes (...) en dispersant les salariés qui le protégeaient avec des gaz lacrymogènes et des canons à eau. » (*Le Monde.fr, AFP, 28/10/2015*)

« A la suite de la décision de la justice lundi [26 octobre], de nouveaux administrateurs ont été nommés pour prendre les commandes du groupe. Parmi eux figurent, selon la presse turque, d'anciens responsables du groupe Turkuvaz qui regroupe des médias favorables au gouvernement islamo-conservateur, dont le quotidien à grand tirage Sabah et la chaîne de télévision ATV. » (*L'Express, AFP, 27/10/2015*)

« Début septembre, la police avait perquisitionné les locaux de 23 sociétés appartenant à Koza-Ipek dans le cadre d'une enquête "antiterroriste". Six personnes avaient été alors arrêtées puis remises relâchées. » (*L'Express, AFP, 27/10/2015*)

« L'Union européenne (UE) a fait part de sa "préoccupation" à la suite de la prise d'assaut. "La situation concernant la holding Koza-Ipek est inquiétante et nous continuons à la suivre de près", a réagi Catherine Ray, porte-parole pour les affaires étrangères de l'UE, lors d'un point presse à Bruxelles. "Comme tout pays qui négocie son adhésion [à l'UE], la Turquie doit s'assurer qu'elle respecte les droits de l'homme, y compris la liberté d'expression, conformément à la Convention européenne des droits de l'homme", a-t-elle ajouté. » (*Le Monde.fr, AFP, 28/10/2015*)

Des manifestants de Gezi condamnés à des peines de prison

« Un tribunal d'Istanbul a condamné, vendredi 23 octobre, 244 personnes à des peines de deux à quatorze mois de prison pour leur participation à la vague de manifestations [de Gezi] qui a fait vaciller le gouvernement islamo-conservateur turc, en juin 2013. » (*Le Monde, AFP 23/10/2015*)

« Quatre médecins ont été condamnés à dix mois de prison pour "pollution de mosquée" après avoir prodigué des soins à des manifestants à l'intérieur d'un bâtiment religieux à la suite de heurts avec la police. » (*Ouest France, Reuters, 24/10/2015*)

« Au total, 255 personnes avaient été inculpées au pénal pour dommages au domaine public et participation à des manifestations illégales. Des peines allant jusqu'à onze années de prison avaient été requises. Quatre ont été acquittés et les autres ont vu leurs dossiers disjoints de l'affaire. » (*Ouest France, Reuters, 24/10/2015*)

« Une cour criminelle d'Istanbul avait acquitté, en avril, les 26 membres du collectif Solidarité Taksim à l'origine des manifestations. » (*Le Monde, AFP 23/10/2015*)

Sondages concernant les élections législatives anticipées du 1er novembre

Les dernières enquêtes d'opinion créditent de 40 et 43% des intentions de vote de l'AKP (Parti pour la justice et le développement) pour les législatives anticipées du 1er novembre « mais de moins de la moitié des 550 sièges du Parlement. Un tel scénario contraindrait à nouveau le parti de M. Erdogan à partager le pouvoir ou, en cas d'échec, d'organiser un nouveau scrutin. » (*Libération.fr, AFP, 25/10/2015*)

Un sondage de l'institut Gezici menée les 3 et 4 octobre, donc avant l'attentat d'Ankara, et publié le 15 octobre montrait que l'AKP « est crédité de 40,8% des intentions de vote (...), soit un score équivalent à celui des élections de juin [(40,9%)] (...). Selon l'enquête (...) le Parti républicain du peuple (CHP), principale composante de l'opposition, obtiendrait 27,6%, le parti d'action nationaliste (MHP) 15,8% et le Parti démocratique des peuples mouvement (HDP), mouvement prokurde, 13,6%. En juin, les trois formations avaient recueilli respectivement 25, 16,3 et 13,1%. D'après les projections de Gezici, l'AKP obtiendrait 256 sièges, soit 20 de moins que la majorité absolue. » (*boursorama.com, Reuters, 15/10/2015*)

4. International

La visite en Turquie du secrétaire d'État français chargé du Commerce extérieur

Matthias Fekl, secrétaire d'État français chargé du Commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger a participé à la réunion des ministres du Commerce du G20 à Istanbul les 5 et 6 octobre.

Lors de sa visite, le ministre en a profité pour participer à une cérémonie de remise des prix VIE 2015 en Turquie. « "Le redressement économique de la France se joue aussi ici", a insisté Matthias Fekl devant un parterre d'hommes et de femmes d'affaires mais aussi de jeunes VIE (volontaires internationaux en entreprise), français, turcs et franco-turcs, réunis au Palais de France. "Vous étiez 6.000 il y a cinq ans, vous êtes aujourd'hui 10.000 ressortissants français inscrits en Turquie, dont 80% à Istanbul. Vous étiez 300 entreprises françaises en Turquie, vous êtes aujourd'hui 500 (...) soit environ 100.000 emplois créés, près de 10 milliards d'investissements, 12 milliards d'échanges commerciaux", a détaillé le secrétaire d'État, pour qui "la Turquie est incontournable". » (*Lepetitjournal.com/istanbul, 06/10/2015*)

« Nier le génocide arménien n'est pas un délit, confirme la CEDH »

« La Cour européenne des droits de l'Homme a confirmé mercredi [14 octobre] sa jurisprudence selon laquelle la négation du génocide des Arméniens, en 1915, par la Turquie, ne pouvait constituer un délit condamnable devant les tribunaux.

Sa grande chambre a répété que la condamnation, en 2007, par les tribunaux helvétiques, de Dogu Perincek, homme politique de gauche, à une amende et à des dommages et intérêts pour avoir nié, lors de conférences en Suisse, l'existence d'un tel génocide, avait violé son droit à la liberté d'expression. L'arrêt, rendu à une majorité de dix juges contre sept, est définitif. La Cour souligne, comme en première instance, que l'actuel leader du Parti de la patrie avait admis les massacres et les déportations de masse commis au début de la Première guerre mondiale par l'empire Ottoman et n'avait pas "fait preuve de mépris ou de haine à l'égard des victimes".

Elle fait une distinction avec la criminalisation de la négation du génocide des juifs qu'elle a validé dans plusieurs arrêts concernant des pays comme l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique et la France. "Eriger en infraction pénale sa négation se justifie parce que, dans le contexte historique des Etats concernés, même habillée en recherche historique impartiale, celle-ci passe invariablement pour la traduction d'une idéologie antidémocratique et antisémite", dit la Cour de Strasbourg. Rien ne vient prouver, selon elle, que Dogu Perincek, qui présentait, dans ses discours, les Arméniens comme des "instruments" des "puissances impérialistes" ait eu des visées racistes en niant leur génocide sur le territoire de la Suisse. Cet arrêt confirme la difficulté qu'aurait la France à revenir sur l'arrêt de son Conseil constitutionnel. Le 28 février 2012, saisi par plusieurs députés et sénateurs de tous les groupes, les "Sages" français avaient invalidé la loi sur la négation du génocide arménien votée le 23 janvier, estimant qu'elle portait "une atteinte inconstitutionnelle à l'exercice de la liberté d'expression et de communication". François Hollande, alors candidat à la présidence de la République, avait promis une nouvelle loi sur le sujet, promesse qu'il a réitérée une fois élu en juillet 2012. » (*L'Obs, Reuters, 15/10/2015*)

« "C'est un jour historique, car ce jugement porte sur une affaire qui a duré 100 ans", s'est réjoui jeudi à Strasbourg Dogu Perincek. De manière plus surprenante, le représentant de l'Arménie – pays qui s'était associé à la procédure, au côté de la Suisse et contre Dogu Perincek et la Turquie – a également fait part de sa satisfaction, en raison du caractère nuancé de l'arrêt. "C'est une grande journée pour l'Arménie", a souligné Jeffrey Robertson, l'avocat d'Erevan, "car la cour s'est contentée d'estimer que Dogu Perincek n'avait pas tenu un discours de haine raciale en niant le génocide arménien". L'arrêt, a-t-il encore observé, précise que le peuple arménien "a le droit d'être respecté", et il ne s'oppose pas à des poursuites pour négation du génocide arménien, "dès lors que cette dernière relève de l'incitation à la haine".» (*Le Point, AFP, 15/10/2015*)

Turquie-Russie

La tension remonte entre la Turquie et la Russie

« La violation de l'espace aérien turc par des avions de combat russes au cours du week-end des 3 et 4 octobre, près de la frontière syrienne, a suscité de nombreuses réactions, craintives ou hostiles, quelques jours après le début de la campagne de bombardements en Syrie de l'armée russe.

Dans un premier temps, l'ambassadeur de Russie en Turquie a été convoqué par les autorités, qui lui ont fait part de leur "violente protestation", selon le ministère de l'intérieur. Ankara a aussi demandé à Moscou d'"éviter une répétition d'un tel incident" et a fait savoir que, le cas échéant, "la Fédération de Russie serait considérée responsable de tout événement non voulu".

Lundi [5 octobre], le porte-parole du ministère de la défense de la Russie, le général Igor Konachenkov, a ainsi justifié l'entrée de son avion de chasse "pour quelques secondes" dans l'espace aérien turc : " Cet incident est le résultat de mauvaises conditions météorologiques dans cette zone. Il ne faut pas y voir un complot quelconque." » (*Le Monde.fr avec AFP, 05/10/2015*)

L'OTAN a qualifié ces incidents d'« inacceptables ». « Le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg a estimé que les violations de l'espace aérien turc par des avions de chasse russes "ne ressemblaient pas à des accidents" et fait état d'un renforcement du dispositif russe en Syrie, y compris avec le déploiement de troupes au sol. » (*boursorama.com, Reuters, 07/10/2015*) « "L'Otan est prête et a les moyens de défendre tous ses alliés, y compris la Turquie, contre toute menace", a-t-il déclaré. "L'Otan a déjà répondu en augmentant ses capacités, son aptitude et sa préparation au déploiement de forces y compris dans le Sud, y compris en Turquie", a-t-il poursuivi. "La Turquie a une garantie totale de sécurité", a-t-il insisté. ». (*Les Echos, AFP, Bloomberg, 08/10/2015*)

Le Président de la République Recep Tayyip Erdoğan « a dénoncé "une grave erreur" de la part de la Russie, confrontée au risque de se retrouver "isolée dans la région". » (*Le Monde, Marie Jégo, 07/10/2015*) Il a par ailleurs « brandi l'arme économique ». « La Turquie (...) peut acheter du gaz naturel ailleurs et faire appel à d'autres pour construire sa première centrale nucléaire, a averti jeudi [8 octobre] le président Recep Tayyip Erdogan. » (*boursorama.com, Reuters, 08/10/2015*) « "Ils (les Russes) ont déjà investi 3 milliards de dollars dans le projet. De ce fait, c'est à la Russie d'agir avec plus d'attention." [a-t-il lancé]. Véritable projet d'envergure - d'un montant de 19 milliards d'euros -, la centrale d'Akkuyu devrait, si elle est achevée, entrer en service en 2020. La Russie contrôle également une bonne part du robinet de gaz naturel de la Turquie, en lui fournissant plus de 50 % de son gaz. » (*Le Figaro, Delphine Minoui, 09/10/2015*)

Le 16 octobre, la Turquie a annoncé avoir détruit « un drone non identifié près de la frontière syrienne. » « La Turquie n'hésitera pas à abattre tout avion militaire violant son espace aérien. (...) Nos règles d'engagement sont connues. Celui qui viole nos frontières recevra une réponse appropriée » a déclaré le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu. (*Challenges, Reuters, 17/10/2015*)

« L'intervention russe en Syrie contrecarre les intérêts de la Turquie »

« Depuis le début du conflit syrien en 2011, la Turquie est l'un des principaux soutiens de l'opposition syrienne. Elle veut ainsi aider à un renversement d'Assad et à l'avènement d'un gouvernement allié qui lui permettrait de retrouver une partie de son influence de l'ère ottomane. Or l'intervention russe en Syrie vient sérieusement compliquer la réalisation de ce grand dessein, estime le professeur de sciences politiques à l'université Bilgi d'Istanbul Ilter Turan. "Il semblerait que les Russes ne soient pas (en Syrie) pour combattre l'EI mais pour modifier complètement l'équation afin d'offrir un répit à Assad", analyse-t-il. » (*boursorama.com, AFP, 08/10/2015*)

« "La crise en Syrie n'est pas une crise russo-turque et ne doit pas l'être (...) Nous ne voulons pas que cela devienne une crise entre la Russie et l'Otan", a déclaré [le Premier ministre turc] Ahmet Davutoglu. » (*boursorama.com, Reuters, 07/10/2015*) « Les frappes aériennes russes en Syrie nuisent à la lutte contre les djihadistes de l'Etat islamique (EI), [a-t-il affirmé] (...). Selon lui, seules deux des 57 frappes aériennes menées par l'armée de l'air russe en Syrie ont touché des objectifs appartenant à l'EI. Tous les autres raids ont visé des positions de l'opposition syrienne "modérée", a-t-il ajouté. » (*boursorama.com, Reuters, 07/10/2015*)

Selon Hadrien Desuin collaborateur à Causeur et Conflits « la diplomatie turque gesticule et invoque la violation de son espace aérien mais le problème est ailleurs. (...) La Turquie doit constater que face à l'aviation russe l'objectif de faire tomber Assad ne pourra être atteint. (...) L'offensive aérienne russe pourrait permettre à Bachar el-Assad et ses alliés (dont l'Irak et l'Iran) de rétablir progressivement le corridor vers Alep, dégager Damas et l'axe qui va vers Homs et Hama et puis sans doute reprendre Palmyre. » (*LeFigaro.fr, 06/10/2015*)

« Les matériels récemment déployés par Moscou accréditent cette volonté de suprématie aérienne russe. (...) "Les Russes ne jouent pas le jeu de la désescalade- tout ce qu'ils veulent nous dire, c'est: tenez-vous hors de notre chemin", estime Justin Bronk, un expert du think-tank britannique RUSI, cité lundi [5 octobre] par le Financial Times. Pour lui, il serait désormais impossible aux Américains ou à leurs alliés

d'imposer toute forme de "zone d'exclusion aérienne" - proposée par la Turquie et la Jordanie -, sauf à prendre le risque d'un affrontement avec l'aviation russe. » (*Le Figaro*, Alain Barluet, 06/10/2015)

« L'intervention russe en Syrie a rebattu les cartes, ruinant le projet turc de création d'une zone de sécurité dans le nord de la Syrie. » écrit Marie Jégo, correspondante du Monde en Turquie. « Censée s'étendre de Azaz à Jarablus pour recueillir des réfugiés, elle était, en réalité, destinée à empêcher les Kurdes syriens de contrôler une large bande de territoire le long de la frontière. Or, la Turquie ne veut risquer à aucun prix de se retrouver avec un deuxième Etat kurde sur ses marches sud. Désormais, non seulement le projet de "zone tampon" ne se fera pas, tant le risque est grand d'une confrontation directe avec Moscou, mais les Kurdes syriens ont rejoint le camp russe. » (*Le Monde*, Marie Jégo, 18-19/10/2015)

« La Turquie a convoqué [le 13 octobre] les ambassadeurs des Etats-Unis et de la Russie pour les mettre en garde contre toute aide aux combattants kurdes syriens dans le cadre de leurs opérations contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI). » (*Le Figaro.fr*, AFP, 14/10/2015) « "La Turquie ne laissera pas les Kurdes s'emparer du nord de la Syrie" » dit le président turc Recep Tayyip Erdogan. (*boursorama.com*, Reuters, 24/10/2015)

La Turquie conteste le prix du gaz russe

« Le gouvernement turc a saisi un tribunal d'arbitrage pour trancher son différend sur le prix du gaz russe avec Moscou, son principal fournisseur d'hydrocarbures, a annoncé mardi [26 octobre] le ministre turc de l'Energie, Ali Riza Alaboyun. "Nous avons demandé une réduction des prix (...) et c'est un tribunal d'arbitrage qui décidera", a déclaré mardi M. Alaboyun (...). Le géant du gaz russe Gazprom et la compagnie d'Etat turque Botas avaient annoncé en décembre un contrat prévoyant une baisse de 6% du prix du mètre cube de gaz naturel acheté par la Turquie. Ankara avait toutefois demandé une baisse supplémentaire de l'ordre de 15%. Gazprom avait accepté une réduction de 10,25% mais aucun accord n'avait été signé. "Nous avons continué à avoir d'intenses échanges (avec les Russes), mais comme nous n'avons pas pu avoir de réponse sur ce point, nous avons porté l'affaire devant un tribunal d'arbitrage en respectant les délais prévus par le contrat", a indiqué M. Alayobun. Le porte-parole de Gazprom Sergueï Koupryanov a souligné de son côté à l'agence publique Ria-Novosti qu'il s'agissait d'une procédure "normale", "prévue par le contrat" et qu'un accord était possible avant les audiences. "Nous continuerons d'acheter notre gaz comme d'habitude jusqu'à ce que le tribunal d'arbitrage tranche", a d'ailleurs affirmé le ministre turc. Malgré des divergences politiques de taille, notamment sur la guerre en Syrie où Moscou appuie militairement le régime de Bachar al-Assad, la Russie et la Turquie restent deux partenaires commerciaux proches, surtout en matière d'énergie. La Turquie, deuxième client étranger de Gazprom derrière l'Allemagne, achète plus de 50% de sa consommation de gaz en Russie. » (*lefigaro.fr* avec AFP, 27/10/2015)

Le chef de la diplomatie turque à la conférence internationale de Vienne

Le ministre des affaires étrangères Feridun Sinirlioglu et ses homologues russe Sergueï Lavrov, américain John Kerry, saoudien Adel al-Jubeir étaient à Vienne le 23 octobre pour réfléchir à une solution politique au conflit syrien. Suivant ce sommet, les chefs de la diplomatie de la Russie, des États-Unis, de l'Arabie saoudite et de la Turquie se retrouvent lors de la conférence internationale de Vienne vendredi 30 octobre, précédée d'un dîner préparatoire jeudi soir. (*Le Monde.fr*, 30/10/2015)

« Une dizaine de participants sont attendus : la France, les Etats-Unis, la Russie, l'Arabie saoudite, la Turquie, le Liban, l'Egypte, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Union européenne, mais aussi l'Iran, qui prendra part aux négociations pour la première fois. En revanche, ni le régime syrien ni les rebelles ne seront représentés. » (*Le Monde.fr*, 30/10/2015)

« Sur la Syrie, les positions entre, d'un côté, Washington, Ryad et Ankara et, de l'autre côté, Moscou, demeurent antagoniques. Les Américains et leurs alliés pilotent une coalition militaire internationale contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) et apportent leur soutien à des rebelles syriens ennemis du régime de Damas. En face, la Russie, alliée clé du président Bachar al-Assad, a lancé il y a trois

semaines une campagne de bombardements aériens en Syrie. Une intervention contre le "terrorisme", affirme Moscou. Des raids destinés plutôt à sauver le chef de l'Etat syrien, accusent Washington et ses partenaires. » (*Le Point, AFP, 23/10/2015*)

« En juin 2012, les grandes puissances avaient trouvé à Genève un accord sur les principes d'une transition politique en Syrie. Mais le plan, qui prévoyait la formation d'un gouvernement d'union nationale, était resté lettre morte. (...) La conférence dite "Genève 2", en février 2014, avait d'ailleurs acté l'échec des négociations, résultat de l'impasse dans laquelle se sont trouvés les représentants du régime syrien et de l'opposition d'une part, et des divergences entre Washington et Moscou d'autre part. (...) Selon [l'ancien secrétaire général des Nations unies (ONU), Kofi Annan], "une solution est désormais possible si la Russie et les Etats-Unis parviennent à "travailler ensemble". » (*Le Monde.fr, 30/10/2015*)

Par ailleurs, « la Turquie est prête à accepter une transition politique en Syrie en vertu de laquelle le président Bachar al Assad quitterait le pouvoir au bout de six mois, [avaient] déclaré mardi [20 octobre] deux hauts responsables gouvernementaux à Ankara. "La mise au point d'un plan prévoyant le départ d'Assad est en cours (...). Assad peut rester six mois et nous l'acceptons car il y aura des garanties à son départ", a dit à Reuters l'un de ces responsables, sous le sceau de l'anonymat. "Nous avons avancé sur la question, dans une certaine mesure, avec les Etats-Unis et nos autres alliés. Il n'y a pas parfait consensus sur la date à laquelle la période de six mois devrait commencer, mais nous pensons que cela ne prendra pas trop longtemps", a-t-il ajouté. Les Etats-Unis transmettront cette proposition à la Russie, a déclaré l'un des deux responsables turcs.» (*L'Obs, Challenges, Reuters, 20/10/2015*)

Meeting du Président Erdogan à Strasbourg

Le président de la République turque Recep Tayyip Erdogan a tenu un meeting intitulé « Contre le terrorisme, l'unité » dimanche 4 octobre à Strasbourg, avec la participation d'environ 14.000 personnes de la diaspora turque en Europe.

Erdogan a appelé les citoyens turcs à l'étranger de demander la double nationalité et à s'investir dans la vie politique et associative de leur pays de résidence. (*DNA, Anne-Camille Beckelynck, 05/10/2015*)

Le Président de la République a délivré le message « un seul drapeau, un seul pays, une seule foi » reporte Allan Kaval, envoyé spécial du Monde. « Sans jamais évoquer l'Etat islamique (EI), le dirigeant a consacré l'essentiel de son discours (...) à la lutte contre la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et aux affrontements qui l'opposent depuis août aux forces de sécurité d'Ankara dans le sud-est majoritairement kurde de la Turquie. » ajoute-t-il. (*Le Monde, 04/10/2015*)

« Le taux de participation de la diaspora aux dernières élections a été décevant (35 %), regrette Recep Tayyip Erdogan tout en remerciant ses concitoyens de leur "soutien" : à Strasbourg, où votaient les Turcs du Grand Est, l'AKP avait réuni le 7 juin 57 % des voix, soit bien plus que son score national de 40,8 %. "Vous êtes ici contre le terrorisme, et vous devez le dire dans les urnes le 1er novembre !" » (*DNA, Anne-Camille Beckelynck, 05/10/2015*)

Ce meeting « pointé par ses opposants comme un meeting électoral avant les législatives du 1er novembre » a également soulevé une masse de réactions en France. (*Le figaro.fr, AFP, 04/10/2015*) « La division de la fosse entre hommes et femmes a été largement relayée. Et il est aussi reproché aux autorités locales (voire nationales...) d'avoir permis à cet événement politique d'un chef d'État étranger se tenir sur le sol français. » (*DNA, Anne Camille Beckelynck, 07/10/2015*)

« Un meeting qui promeut un nationalisme turc expansif, appuyé sur l'exaltation des références religieuses et des symboles islamiques » critique Céline Pina, Conseillère régionale (PS) d'Ile-de-France, Membre suppléante du Conseil national, Suppléante du député du Val d'Oise. (*Huffington Post, 05/10/2015*) « "Pourquoi le maire a-t-il laissé Erdogan faire campagne ici ?", s'est ainsi ému un représentant strasbourgeois d'EELV. Florian Philippot, tête de liste FN aux élections régionales, a

condamné un "silence complice" de la part des autorités françaises. (...) "Interdire ce meeting aurait été illégal", explique [Roland Ries], le maire de Strasbourg. » (*DNA, Anne Camille Beckelynyck, 07/10/2015*)

Dans la matinée, un rassemblement pacifique d'opposition d'environ 1400 manifestants a été organisé place Kléber à l'appel de la Fédération de l'union des Alevis en France (FUAF) pour protester contre la venue d'Erdogan. (*20Minutes.fr, 04/10/2015*) (*DNA.fr, 04/10/2015*)

« Ce rassemblement, officiellement contre le terrorisme, "était un véritable meeting électoral, qui ne n'adressait pas qu'à la diaspora, mais à tous les Turcs » explique le politologue Samim Akgönül. « "La présence d'Erdogan, qui tient un meeting en tant que chef d'Etat en faveur d'un parti dont il n'est plus à la tête est plus que problématique", ajoute le chercheur qui relève que le président turc n'a été reçu par aucune personnalité officielle. » (*L'Express, Catherine Gouëset, 04/10/2015*)

Bayram Balci, chercheur au CNRS et au CERI rappelle de sa part que « selon la RTBF, [les Turcs de l'étrangers] représentent près de 4 millions d'électeurs, soit 8 % des votes. » (*20Minutes.fr, 04/10/2015*)

Les citoyens turcs résidant à l'étranger ont été appelés aux urnes du 8 au 25 octobre. (*Aujourd'huiLaTurquie.com, Coralie Forget, 05/10/2015*) « Pas moins de 113 bureaux de vote ont été installés au sein des représentations diplomatiques dans 54 pays du monde. (...) Les citoyens turcs de France [ont voté] dans six villes (Paris, Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Nantes, Marseille). » (*Lepetitjournal.com/istanbul, Anne Andlauer, 15/10/2015*) Les votes seront dépouillés à Ankara le 1er novembre.

Un premier lycée confessionnel turc en France

Premier lycée musulman d'obédience turque en France, le lycée Yunus Emre, a ouvert ses portes le 9 octobre à Haute-pierre (Alsace), ambitionne de former des cadres religieux. (*Ouest France, 19/10/2015*) (*DNA, 04/10/2015*)

« Cet établissement [privé], qui porte le nom d'un célèbre poète turc soufi des XIIIe et XIVe siècles, est né de l'initiative du Ditib Strasbourg, ou Union pour les affaires religieuses turco-islamiques, un réseau d'associations culturelles liées au ministère turc des Affaires religieuses. Vingt-quatre élèves, neuf garçons et quinze filles, ont intégré la première promotion, composée d'une classe de seconde générale et d'une classe "passerelle" préparatoire pour ceux qui n'en ont pas encore le niveau. (...) La création du lycée renvoie à la Faculté libre de théologie islamique que le Ditib Strasbourg avait ouverte, en 2011, dans ces mêmes locaux, pour former des imams. L'enjeu était de suppléer les quelque 151 imams turcs dépêchés en France par le gouvernement d'Ankara et "d'intégrer l'Islam à la société française", souhait partagé du gouvernement et des responsables du culte musulman en France. » (*Ouest France, 19/10/2015*)

Inauguration du "projet du siècle" destinée à approvisionner Chypre-Nord en eau potable

Le 18 octobre, « le président turc Recep Tayyip Erdoğan a inauguré le "projet du siècle", ambitieux ouvrage visant à ravitailler en eau la République turque de Chypre du Nord (RTCN), lors d'une cérémonie à Anamur, dans la province de Mersin. Le barrage d'Alaköprü dans la ville d'Anamur constitue le point de départ d'un système de conduite d'eau, baptisé "l'eau de la paix", destinée à approvisionner Chypre-Nord en eau potable, avec pour ambition de pallier la pénurie chronique dont souffre le pays depuis son "indépendance", en 1983.

Des Monts Taurus jusqu'au barrage Geçitköy au nord de l'île, l'eau aura parcouru un trajet de 107 km, traversant la mer Méditerranée pour être utilisée à part égale, à des fins domestiques ou pour l'irrigation agricole par les chypriotes turcs, rapporte l'AFP. Après 1,6 milliard de livres turques d'investissement (490 millions d'euros) et quatre années de travail, la vanne a été ouverte. Près de 75 millions de mètres cubes d'eau devrait y traverser chaque année.

Ce projet en discussion depuis les années 2000 a été lancé en 2011. (...) Sur 80 km entre les deux pays, un système de canalisation suspendue sous-marin a été installé, une première mondiale, souligne le site du ministère des Eaux et des Forêts. (...) La République turque de Chypre du Nord, reconnue uniquement par la Turquie, devrait ainsi voir ses besoins en eau assurés jusqu'en 2050, selon des études de faisabilité. » (*Lepetitjournal.com/istanbul, Nolwenn Brossier, 19/10/2015*)

« Nicolas Hulot : "La Turquie doit faire plus d'efforts" »

« "La Turquie doit s'investir davantage dans les questions de protection de l'environnement et du changement climatique" a affirmé Nicolas Hulot, écologiste et envoyé spécial pour la protection de la planète du président François Hollande, au quotidien Hürriyet, alors que s'est ouvert à Ankara le 12 octobre la douzième conférence des parties à la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, ou COP12.

"Cette fois, il n'y a pas de temps à perdre" estime le militant écologiste. "Si nous voulons maintenir le réchauffement en dessous de son niveau critique, les niveaux d'émission de carbone doivent être réduitsimmédiatement" a-t-il ajouté. Nicolas Hulot note que les émissions moyennes de dioxyde de carbone par personne sont inférieures en Turquie à celles des pays européens ou de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), "mais sa population est croissante et son économie en développement". Selon lui, le pays devrait "utiliser plus de sources d'énergie renouvelable"comme celle issue du vent, du soleil, de la géothermie ou de la mer et "installer des structures" pour leur exploitation. Il souligne d'ailleurs le rôle majeur des demandes citoyennes en ce domaine, sans lesquelles de "forts changements" ne peuvent avoir lieu. (...)

Le 30 septembre dernier, la Turquie s'est engagée à réduire son taux d'émission de CO2, engagement pris par 148 pays au total, en vue de la Conférence de Paris de 2015 sur le climat, ou COP 21. Celle-ci se tiendra dans la capitale française entre le 30 novembre et le 11 décembre, avec pour objectif la signature d'un nouveau protocole sur le changement climatique, 19 ans après le protocole de Kyoto. » (*Lepetitjournal.com/istanbul, Nolwenn Brossier, 15/10/2015*)

5. Union Européenne

Accord provisoire pour un plan d'action UE-Turquie

« L'Union européenne et Ankara [ont décidé de] discuter d'un plan d'action en vue de limiter le flux des migrants en Europe, un projet qui prévoit le déblocage de fonds de l'UE pour les réfugiés syriens et irakiens accueillis en Turquie (...). Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a présenté ce plan au chef de l'Etat turc Recep Tayyip Erdogan qui était en visite [les 5 et 6 octobre] à Bruxelles. Ce document doit servir de base aux négociations entre la Commission et la Turquie sur la crise migratoire. » (*Le Figaro.fr, Reuters, 06/10/2015*)

« Pour tenter de résoudre la crise des migrants, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne (UE) ont décidé, lors du conseil européen du jeudi 15 octobre, à Bruxelles, d'accélérer les discussions avec la Turquie (...). La Commission européenne a présenté, jeudi [15 octobre], un "accord provisoire" avec Ankara. Il évoque 3 milliards d'euros d'aide pour les réfugiés et la libéralisation des visas pour les ressortissants turcs voyageant dans l'UE. En échange, les Européens espèrent des Turcs qu'ils feront plus d'efforts pour éviter le départ de leurs réfugiés, notamment en leur délivrant des permis de travail ou en facilitant pour les enfants l'accès à l'enseignement. Ils devraient aussi lutter contre les filières d'immigration illégale et accepter le retour de migrants déboutés du droit d'asile en Europe. » (*Le Monde.fr, Cécile Ducourtieux, Jean-Pierre Stroobants, 16/10/2015*)

«Ce qui a été fait en matière de coopération est vraiment très positif», a assuré Angela Merkel, la chancelière allemande. Les Européens ont donc cherché à envoyer un message encourageant à l'égard d'Ankara, dont l'aide est désormais jugée indispensable, qu'il s'agisse de la surveillance de ses frontières avec la Grèce, de sa capacité à garder les 2 millions de réfugiés syriens installés sur son territoire ou de faire la guerre à l'Etat islamique. «La Turquie demande à ce qu'on lui témoigne de la considération, ça lui permet de se rehausser dans une période de difficultés», souligne-t-on dans l'entourage de François Hollande. (...)» (*Les Echos*, Catherine Chatignoux, Gabriel Gresillon, Renaud Honoré, 16/10/2015)

Les autorités turques « formulent quatre revendications : des fonds additionnels pour gérer une crise qui leur a coûté 7 milliards d'euros jusqu'ici, l'octroi du statut de pays d'origine "sûr" (dont les ressortissants pourraient être renvoyés immédiatement chez eux (...)) l'accélération du processus de libéralisation des visas et des négociations d'adhésion à l'Union.» (*Le Monde.fr*, Cécile Ducourtieux, Jean-Pierre Stroobants, 16/10/2015)

« Candidature de la Turquie à l'UE : le chef du CHP souhaite une reprise des négociations »

« Le président du Parti républicain du peuple (CHP) Kemal Kılıçdaroğlu s'est rendu cinq jours en Europe en ce début du mois d'octobre. Passant par dix villes de six pays différents, il a tenu à rencontrer à la fois des représentants politiques, dont le Président du Parlement européen Martin Schulz, et des citoyens d'origine turque. Lors d'une conférence à Bruxelles, il a affirmé l'urgence de reprendre le débat sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne. C'est donc à l'occasion d'une conférence à Bruxelles, organisée par la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS) et la Représentation du CHP pour l'UE, que Kemal Kılıçdaroğlu s'est exprimé sur la situation du pays ainsi que la crise des migrations, et a affirmé la nécessité de reprendre le débat sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne le plus vite possible. Avec l'objectif notamment pour le pays de se recentrer sur les fondements démocratiques, gravement remis en cause actuellement selon le chef de file du CHP, qui a évoqué de dangereuses violations des droits de l'Homme et de la liberté, et d'importantes pressions sur les nouveaux médias. «C'est une situation que nous ne pouvons pas accepter. Nous avons besoin d'une démocratie de première classe et les journalistes doivent être en mesure d'écrire librement», a-t-il dit. Mais loin de flatter l'Europe et ses valeurs, Kemal Kılıçdaroğlu a réservé des mots très durs à ses voisins européens. Si l'UE souhaite avoir son mot à dire dans la région, a-t-il dit, elle doit prendre en compte la Turquie, et faire d'elle un membre à part entière. «Désormais, nous avons le sentiment en Turquie qu'ils [les pays membres de l'UE] veulent nous rattacher au Moyen-Orient. L'UE est perdante», a-t-il même affirmé. » (*Aujourd'huiLaTurquie.com*, Noémie Allart, 07/10/2015)

6. Economie

« Turquie : forte chute de l'industrie »

« La production industrielle en Turquie a fortement chuté en juillet, se limitant à + 0,3 % après avoir enregistré + 4,9 % le mois précédent, selon les données officielles publiées mardi par Ankara. Il s'agit de la plus mauvaise performance enregistrée par l'industrie depuis le mois de janvier, où le résultat avait été négatif de 2,1 %. » (*Les Echos*, 07/10/2015)

« La Turquie abaisse ses prévisions de croissance sur fond d'instabilité »

« La Turquie a révisé en baisse ses prévisions de croissance pour les trois prochaines années et livré des perspectives plus moroses concernant l'évolution de l'inflation, l'incertitude politique et les troubles dans le sud-est du pays, à majorité kurde, pesant sur le sentiment des investisseurs. (...) Dans la version actualisée de ses prévisions économiques à moyen terme publiée ce week-end [10-11 octobre], le gouvernement turc table désormais sur une croissance de 3% cette année et de 4% l'an prochain, alors

qu'il prévoyait auparavant une progression du produit intérieur brut (PIB) de 4% en 2015 et de 5% en 2016.

Les anticipations d'inflation ont en revanche été revues en hausse, à 7,6% en 2015 et 6,5% en 2016, contre respectivement 6,3% et 5% dans l'estimation précédente. "Une telle variation dans la trajectoire d'inflation devrait suggérer une politique monétaire plus accommodante dans la période à venir. Ce serait vu comme un facteur négatif pour la devise (locale)", a observé Erkin Isik, de TEB-BNP Paribas.

Les autorités turques ont également revu en baisse leurs attentes en termes d'exportations, qui devraient s'élever à 143 milliards de dollars (125,6 milliards d'euros) cette année, en deçà des 173 milliards de dollars initialement attendus. Ces annonces "surviennent dans une période difficile pour la Turquie", écrit dans une note Tim Ash, chez Nomura. Il précise cependant qu'une bonne partie des risques pesant sur la Turquie ont déjà été pris en compte, les investisseurs ayant réduit leur exposition aux actifs turcs au cours des derniers mois. Vers 10h30 GMT, la livre turque, tombée dans la nuit à un plus bas de 2,9625 contre le dollar, s'échange à 2,9250. Au même moment, la Bourse d'Istanbul recule de près de 0,3%, sous-performant les autres marchés émergents. » (*Les Echos, Reuters, 12/10/2015*)

« Classement – Où gagne-t-on les meilleurs revenus en Turquie ? »

« Selon les résultats d'une enquête de l'Institut turc des statistiques (TÜİK) publiés le 2 octobre, c'est à Ankara que les revenus sont les plus élevés. La capitale turque (et province du même nom) est suivie par Istanbul et Izmir dans le haut du classement. L'étude met en avant les inégalités criantes qui caractérisent la Turquie, et distinguent en particulier les régions du Sud-Est du reste du pays. Selon l'étude, en 2014, le revenu disponible équivalent moyen (revenu total d'un ménage, après impôt et autres déductions, disponible en vue d'être dépensé ou épargné, divisé par le nombre de membres du ménage) à Ankara s'élève à 20.446 livres turques (TL) par an, soit environ 6.000 euros au cours actuel, contre une moyenne nationale de 14.553 TL (4.300 euros environ) en Turquie. A Istanbul, "capitale économique" de la Turquie, ce revenu moyen annuel est de 19.062 TL (5.600 euros). A Izmir, il s'élève à 16.935 TL (environ 5.000 euros). A l'inverse, les provinces de Mardin, Batman, Şırnak et Siirt (regroupées en une seule région dans cette étude, et toutes situées dans le sud-est du pays) se partagent le bas du classement avec un revenu disponible équivalent moyen annuel de 7.233 TL (environ 2.150 euros). La région comprenant les provinces de Şanlıurfa et Diyarbakır présente une moyenne de 7.570 TL (euros) tandis que celle incluant Van, Muş, Bitlis et Hakkari dépasse à peine 7.900 TL. » (*LePetitJournal.com, 05/10/2015*)

« Or – Deux fois plus d'épargnants en Turquie »

« Le nombre de personnes choisissant d'épargner en or a doublé en Turquie au cours des trois dernières années, rapporte l'agence de presse Anadolu, qui révèle cependant que 42% des Turcs n'épargnent pas. Selon l'enquête "Alphabétisation financière" réalisée par le Conseil des marchés de capitaux de Turquie (SPK) en collaboration avec d'autres organismes [(Borsa Istanbul, l'Association des marchés des capitaux turques, Takasbank, l'Unité d'enregistrement centrale)], près de 25% de la population a préféré l'épargne en or en 2015 contre 11,8% en 2012. Le résultat de cette enquête, qui prend en compte l'avis de 3.000 personnes, reflète l'attrait croissant de ce métal précieux en Turquie, quatrième consommateur mondial d'or avec 180 tonnes par an, soit 6% de la demande globale. Cette étude met également en avant une augmentation de l'épargne en devises étrangères, qui serait passée de 4,3% en 2012 à 10,5% en 2015. » (*Lepetitjournal.com/istanbul, Farida Ouriachi, 07/10/2015*)

« La Turquie pays en développement des plus instables, selon S&P »

« Depuis quelques temps (...) les perspectives en terme de solvabilité sont négatives, faisant de la Turquie l'une des économies les plus "volatiles" du groupe des pays en développement, d'après un rapport de l'agence de notation Standard & Poor's. Mi-septembre, c'était l'agence Fitch Ratings qui mettait en garde le pays contre une possible dégradation de sa note (...), qui n'a finalement pas eu lieu. A l'inverse d'un pays comme l'Indonésie, le chemin emprunté par la Turquie ne permet pas de stimuler le

crédit. “Malgré de nombreuses similitudes entre la Turquie et l’Indonésie, les deux pays avancent dans des directions opposées en terme de solvabilité, principalement à cause de leurs orientations politiques”, précise l’analyse de Standard & Poor’s. Le rapport suggère également : “ Bien que les deux pays soient vulnérables vis-à-vis des variations de l’offre globale de liquidité et des changements d’appréciation des investisseurs, le profil externe plus faible de la Turquie le rend plus sensible à une fuite des capitaux des pays émergents vers les pays développés.” Par conséquent, si les deux pays sont notés du même “BB+”, le rapport suggère des “perspectives négatives” pour la Turquie en raison de sa politique économique peu convaincante, tandis que l’Indonésie aurait des “perspectives positives”.

La Turquie était pourtant considérée comme une économie “stable” depuis début 2014, tout comme l’Indonésie depuis mai 2015. Mais depuis, les deux pays ont évolué différemment, explique S&P. Mais si le document est si dur envers l’économie turque, c’est surtout parce qu’elle est plus ancienne, plus avancée, et donc plus essouffée. Explication : “La Turquie et l’Indonésie ont un niveau général d’endettement faible, si l’on compare avec les autres pays de leur catégorie ; ils ont également un régime de change flexible, ainsi qu’une population jeune et qui augmente rapidement. Cependant, la Turquie est un pays à revenu intermédiaire, alors que le niveau de revenu de l’Indonésie est faible et n’augmente que modestement, tout en nécessitant un développement beaucoup plus important, et par conséquent une tendance marquée vers les demandes de financement de la part du gouvernement.” Le rapport estime en effet le Produit Intérieur Brut (PIB) de l’Indonésie à \$ 3600 par habitant pour l’année 2015, soit 60% de moins que celui de la Turquie, estimé à \$ 9600 par habitant. » (*Aujourd’huiLaTurquie.com, Noémie Allart, 05/10/2015*)

« Siemens: un nouveau site dédié aux tramways en Turquie »

« Siemens a annoncé mardi [20 octobre] qu’il allait construire un nouveau site d’assemblage de tramways à Gebze, près d’Istanbul. Le groupe industriel allemand explique qu’il compte décrocher davantage d’appels d’offre en s’installant localement, mais dit également espérer bénéficier de contrats internationaux pour l’usine. Les premiers véhicules devraient sortir des chaînes à compter de 2018. Siemens a l’intention de consacrer quelque 30 millions d’euros au projet. » (*CercleFinance.com, 20/10/2015*)

Engie renonce à son projet de la centrale à charbon en Turquie

Le groupe ENGIE renonce à son projet de centrale au charbon en Turquie, à Ada Yumurtalik (1.320 mégawatts) dans la baie d’Iskenderun, « dont le protocole d’accord avait été signé avec le gouvernement turc début 2014, en présence de François Hollande. » (*La Croix, Jean-Claude Bourbon, 15/10/2015*) Cette décision est en ligne avec la nouvelle stratégie du groupe de retirer ses investissements dans le charbon.

La ministre française de l’énergie Ségolène Royal avait annoncé que le groupe énergétique Engie (Ex-GDF Suez) « n’investira plus dans le charbon. Les projets en cours sont abandonnés - sauf s’ils ont déjà fait l’objet d’un engagement ferme. (...) Engie affirme de son côté qu’il s’agit d’une décision soigneusement mûrie, prise lors du séminaire stratégique des administrateurs du groupe qui s’est tenu les 12 et 13 octobre, à New York. “Nous avons décidé de consacrer nos nouveaux investissements aux énergies peu ou pas émettrices de CO2, à savoir le gaz naturel et les énergies renouvelables”, explique un porte-parole. » (*Les Echos, Veronique Le Billon, Anne Feitz, 14/10/2015*)

« La vente d’une filiale turque de Volkswagen cale »

« Le scandale du trucage des tests d’émissions polluantes par Volkswagen a obligé le constructeur automobile à suspendre le processus de vente de l’équipementier turc Teklas Kauçuk, estimé à 600 millions d’euros, a-t-on appris de trois sources proches du dossier. Deux candidats étrangers à la reprise, l’américain Cooper-Standard Automotive et un consortium financier rassemblant Oaktree Capital Group et le turc Esas Holding, se sont retirés le temps d’évaluer l’impact du scandale sur les ventes de Teklas, ont expliqué les sources. “Teklas est une excellente entreprise, avec un Ebitda annuel de 75 millions

d'euros, et, en incluant la trésorerie, la valeur de cession a été estimée à plus de 600 millions d'euros", a dit l'une des sources, ajoutant que les candidats souhaitaient désormais une baisse de prix. (...) Raul Danon, administrateur de Teklas, a confirmé que les offres reçues de deux investisseurs étrangers avaient échoué mais il a expliqué que Teklas et ses conseils les avaient rejetées parce qu'elles étaient trop basses, ajoutant ne pas être informé d'un impact du scandale VW sur la procédure. Teklas réalise environ 30% de son chiffre d'affaires annuel de 255 millions d'euros avec le groupe Volkswagen, ont précisé les sources. La société produit aussi des composants pour General Motors, Daimler, BMW et Toyota, entre autres. » (*Capital.fr, Reuters, 23/10/2015*)

La liste des sources et des journalistes ayant couvert le sujet turc (octobre 2015)

Libération

Ragıp Duran
Marc Semo

La Tribune

Sarah Belhadi

Les Echos

Catherine Chatignoux
Anne Feitz
Gabriel Gresillon
Renaud Honoré
Veronique Le Billon

L'Express

Christian Makarian
Julie Thoin-Bousquié
Catherine Gouëset

Le Monde

Cécile Ducourtieux
Marie Jégo
Allan Kaval
Frédéric Lemaître
Perrine Mouterde,
Jean-Pierre Stroobants

Le Figaro

Alain Barluet,
Renaud Girard
Delphine Minoui

Le HuffPost

Maxime Bourdeau

Le Point

Quentin Raverdy

L'Obs

Lucas Burel

La Croix

Jean-Claude Bourbon

Slate.fr

Ariane Bonzon

Valeurs Actuelles

Frédéric Pons

DNA

Anne-Camille Beckelynck

Le Journal du Dimanche

Camille Neveux

Lepetitjournal.com/istanbul

Nolwenn Brossier
Anne Andlauer,
Farida Ouriachi,

Aujourd'huiLaTurquie.com

Coralie Forget,
Noémie Allart

Le Parisien

Challenges

L'Humanité

Mediapart,

Boursorama.com

Ouest France

Bloomberg

20Minutes.fr

CercleFinance.com

Capital.fr

Mécène Principal Main Supporter



redefining / standards

Mécènes Institutionnels @

o



L'ORÉAL



Institut
du Bosphore

33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org